



Appel à proposition d'articles pour la revue *Agora débats/jeunesses*

Jeunesses « de rue » et « à la rue »

L'occupation juvénile de l'espace public par défaut d'espace privé (2019/3)

Dossier coordonné par Francis Lebon (UPEC) et Thomas Sauvadet (UPEC)

« Rentrons chez nous », dit Gavroche sortant d'une maison pour retrouver la rue. En peu de mots, le génie de Victor Hugo exprime la réalité de la vie des couches urbaines prolétarisées. Ce qu'Arlette Farge décrit pour le Paris du XVIII^e siècle vaut encore, toutes choses égales par ailleurs, à la fin du siècle suivant : la rue est l'habitat du peuple, l'espace dans lequel il vit, sinon loge. Car les conditions de logement du plus grand nombre ont si peu évolué en un siècle que la rue reste toujours le complément naturel, l'appendice immédiat du réduit domestique », écrivait Jean-Pierre Flamand (1989, p. 50) dans son histoire du logement social français. Avec l'émergence de l'État social au XX^e siècle, les conditions de vie des classes populaires ont évolué, notamment celles liées au logement, favorisant l'investissement de l'espace privé et de la vie familiale, comme le constatait Olivier Schwartz (2012) dans les quartiers ouvriers du Nord de la France.

Néanmoins, le passage de l'espace public à l'espace privé, de la communauté de quartier à la vie familiale, ne concerne pas l'ensemble des classes populaires françaises. En effet, la crise du travail et du logement ainsi que l'arrivée d'une population immigrée en situation d'urgence ont changé la donne, si bien que l'utilisation de l'espace public comme lieu de vie s'impose toujours avec la force de la nécessité pour les fractions des classes populaires les plus démunies. Pour ces populations en situation de précarité, dont le logement témoigne de problématiques anciennes telles que l'insalubrité, le surpeuplement, la promiscuité et les confits, la rue reste un espace de vie qui compense la défaillance ou l'absence d'espace privé : lieu de repas et de repos, de loisir, d'entraide, de commerce, d'illégalismes, de rivalité, de violence, de rencontres amicales et amoureuses, d'attente et d'urgence, de fête, d'ivresse et de drame. Elles perpétuent ainsi un vieil usage populaire de l'espace (Sauvadet, Bacqué, 2011) et subissent aujourd'hui l'opprobre des classes populaires établies qui jouissent d'un espace privé.

L'utilisation de l'espace public comme lieu de vie et non comme simple lieu de passage concerne en particulier les jeunes, leur espace privé étant d'abord et avant tout l'espace de leurs parents. Nous désignons ces jeunes par l'appellation « **jeunesses de rue** », dans le sens où, contraints et forcés, ils perpétuent un usage populaire de l'espace public, transformant celui-ci en lieu de vie du fait même de la défaillance de l'espace privé familial (surpopulation, insalubrité, violences familiales). L'une de leurs revendications habituelles n'est-elle pas, d'ailleurs, la demande d'un local qui les sortirait de la rue dans laquelle ils se sentent trop souvent « enfermés » ? Une demande qu'ils adressent aux élus, aux bailleurs, aux travailleurs sociaux.

Ce dossier de la revue *Agora débats/jeunesses* veut s'intéresser aux jeunesses « de rue », aux jeunesses qui ont un rapport contraint à la rue, s'y installant non par choix mais par défaut d'autres possibles. Il abordera les jeunesses « de rue » quelles qu'elles soient : des quartiers de logements sociaux de banlieue aux vieux quartiers insalubres des grandes villes, des copropriétés ruinées et en ruine jusqu'aux campements de fortune et au renouveau des bidonvilles, des « cailleras » des cités HLM (Sauvadet, 2006) jusqu'aux squats de « punks à chien » et de « zonards » des centres-villes (Pimor, 2014)... Il s'intéressera à leur recherche de lieux délaissés, abandonnés, désaffectés, interstitiels, susceptibles être « squattés » et aménagés. Il souhaite questionner les stratégies de ces jeunes pour transformer un choix par défaut, qui inspire la pitié et le misérabilisme, en choix de vie réaffirmant leur libre-arbitre et valorisant la rue en l'associant à la liberté, à l'instar des clochards étudiés par Patrick Declerck (2001).

Aux jeunesses « de rue », ce dossier souhaite aussi associer les jeunesses « **à la rue** », c'est-à-dire sans logement, à la recherche d'un abri de fortune pour y passer la nuit. Il s'intéresse également à la

porosité des frontières entre jeunes « à la rue » et jeunes « de rue », que cela soit dans les parcours de vie ou les catégorisations institutionnelles.

Que cela soit pour des jeunes « de rue » ou « à la rue », le numéro interrogera la place des filles dans ces espaces très masculins. Pour Stéphanie Rubi (2005, p. 187), celles-ci « se forgent une contre-identité adaptée à la sphère publique : leurs discours font de cet endroit un lieu “dur” où elles doivent “être fortes”, pour ne pas subir les dominations ou oppressions des autres ». Comment se vit, au féminin, le défaut d'espace privé ? Quelles stigmatisations subissent ces filles « de rue » ou « à la rue », en situation d'ultra-minorité ? Quelles stratégies adoptent-elles pour se faire leur place ? Ont-elles des relations spécifiques de concurrence et de solidarité entre elles, en particulier entre les filles « de rue » et « à la rue » ? Qu'en est-il de la composition de leur groupe de pairs ? S'agit-il de groupes mixtes ou exclusivement féminins ? Est-il possible d'être une jeune femme seule, « de rue » ou « à la rue » ? Comment expliquer l'intérêt croissant des travailleurs sociaux, des chercheurs en sciences humaines, des réalisateurs de film, pour ces filles ?

Le dossier souhaite interroger par ailleurs l'action des pouvoirs publics et des travailleurs sociaux pour sortir ces jeunes de la rue. Ces jeunes sont en effet catégorisés et même parfois « pris en charge » par des institutions. La police, la psychiatrie et le travail social sont particulièrement préoccupés par l'encadrement de cette fraction des classes populaires (Rullac, 2012). Comment s'opère la catégorisation de ces jeunes par les pouvoirs publics et les médias ? On pense notamment à la catégorie des « mineurs isolés étrangers » depuis la fin des années 1990 (Etiemble, 2010), à celle des jeunes « en errance » (Chobeaux, 2011 ; Zeneidi, 2010), ou celle des « jeunes (de rue) des banlieues », « des cités », « des quartiers » (Mohammed, 2011 ; Marlière, 2005). Les jeunes de rue sont-elles hiérarchisées et compartimentées par les institutions publiques, sur la base de quels critères ?

Les coordinateurs de ce dossier encouragent les auteurs à comparer les différentes jeunes « de rue » et « à la rue ». Ces jeunes ont-elles des relations les unes avec les autres ou sont-elles réparties dans l'espace, divisées de manière à ne pas se croiser ? Ont-elles des relations de collaboration ou de compétition, d'hostilité et de ségrégation réciproques, dans les lieux où elles se croisent comme les espaces du travail social ou les gares et les centres commerciaux (Châtelet - Les Halles étant à ce sujet un exemple idéal-typique) ? Se hiérarchisent-elles, en fonction de quelles (in)compétences, de quelles valeurs supposées et de quelles origines ethniques ou nationales ? Il s'agira donc de comprendre les différents processus d'appropriation de la rue et les zones de tension spécifiques qu'ils génèrent.

Toutes ces catégories de jeunes restent le plus souvent séparées les unes des autres, aussi bien dans l'analyse qu'en font les sciences humaines (malgré une tentative récente de regroupement de ces catégories sous l'appellation « jeunes de rue » – Boucher, 2016) que dans la catégorisation et la gestion réalisées par les institutions éducatives ou répressives. Elles sont séparées les unes des autres comme si chacune d'entre elles n'était qu'un cas particulier, ne renvoyant qu'à une réalité sociale singulière, ce que dénoncent des chercheurs comme Patrick Bruneteaux et Daniel Terrolle (2010). Ce numéro a pour ambition de les regrouper, voire de les comparer, de questionner leurs ressemblances et différences en ce qui concerne leurs profils sociologiques, leurs rapports à l'espace public, leurs utilisations de la rue, voire leur « culture de rue » (Vienne, 2008).

Les propositions qui s'inscrivent dans une perspective sociohistorique seront les bienvenues. Quelle que soit l'approche disciplinaire adoptée (histoire, sociologie, sciences de l'éducation, etc.), les questions des parcours, des pratiques, du rapport à « la rue », devront être prises en considération. Les contributions proposées concerneront des populations françaises ou francophones (Suisse, Belgique, Québec notamment).

Bibliographie indicative

- Boucher M. (dir.), *Jeunesses de rue. Représentations, pratiques et réactions sociales*, Paris, L'Harmattan, 2016.
- Bruneteaux P., Terrolle D., *L'arrière-cour de la mondialisation. Ethnographie des paupérisés*, Bellecombe-en-Bauges, Éditions du Croquant, 2010.
- Chobeaux F., *Les nomades du vide. Des jeunes en errance, de squats en festivals, de gares en lieux d'accueil*, Paris, La Découverte, 2011.
- Declerk P., *Les naufragés. Avec les clochards de Paris*, Paris, Terre Humaine, 2003.
- Étiemble A., *Mineurs isolés étrangers à la rue. Comment les protéger ?*, Paris, 2010, Éditions Rue d'Ulm.

- Flamand J.-P., Loger le peuple. Essai sur l'histoire du logement social, Paris, La Découverte, 1989.
Marlière E., Jeunes en cité : diversité des trajectoires ou destin commun ?, Paris, L'Harmattan, 2005.
Mohammed M., La formation des bandes : entre la famille, l'école et la rue, Paris, PUF, 2011.
Pimor T., Zonards. Une famille de rue, Paris, PUF, 2014.
Rubi S., Les crapuleuses, ces adolescentes déviantes, Paris, PUF, 2005.
Rullac S., Macadam jeunesse. La rue, espace criminogène ?, Paris, L'Harmattan, 2012.
Sauvadet T., Le capital guerrier : concurrence et solidarité entre jeunes de cité, Paris, Armand Colin, 2006.
Sauvadet T., Bacqué M.-H., « Les usages populaires de l'espace », *Espaces et sociétés*, 2011, n° 144-145.
Schwartz Olivier, Le monde privé des ouvriers, Paris, PUF, 2012 (1^{re} édition en 1990).
Vienne P., « Surveiller et comprendre. Cultures scolaires et cultures de rue », *Recherches sociologiques et anthropologiques*, vol. 39, n°1, 2008, pp. 179-185.
Zeneidi D., « Jeunesse et errance. La construction d'une altérité problématique », in Danic I., David O. (dir.), *Enfants et jeunes dans les espaces du quotidien*, Rennes, PUR, 2010.

CALENDRIER

Remise des propositions d'articles (1 à 2 pages avec la problématique, la méthodologie et le plan de l'article et une courte notice biographique) à envoyer aux deux coordonnateurs pour le : **30 juillet 2018**

Sélection des propositions d'articles et réponse aux auteurs : **15 septembre**

Remise des articles : **15 janvier 2019**

Parution du numéro : **octobre 2019**

Les articles (entre 30 000 et 35 000 signes) préciseront la problématique, les données empiriques mobilisées, le cadre dans lequel l'étude a été menée, la méthodologie employée et les résultats obtenus).

COORDINATION DU NUMERO

Francis Lebon (francis.lebon@u-pec.fr) Thomas Sauvadet (thomas.sauvadet@u-pec.fr)

Rédaction d'Agora débats/jeunesses

Yaëlle Amsellem-Mainguy : amsellem-mainguy@injep.fr

Marianne Autain : autain@injep.fr